



Arrêt

**n° 90 279 du 25 octobre 2012
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté.

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 16 mai 2012 par X, qui se déclare de nationalité roumaine, tendant à l'annulation « d'une décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire », prise le 13 avril 2012.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 20 septembre 2012 convoquant les parties à l'audience du 12 octobre 2012.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. RASA *loco* Me E. AGLIATA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. DARCIS *loco* Mes D. MATRAY et C. PIRONT, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La requérante est arrivée en Belgique à une date indéterminée, accompagnée de ses deux enfants mineurs.

1.2. Le 5 mars 2010, elle a introduit, auprès de l'administration communale de Liège, une demande d'attestation d'enregistrement en qualité de travailleur indépendant. Le 8 juin 2010, une décision de refus de séjour de plus de trois mois lui a été notifiée.

1.3. Le 8 juin 2010 également, la requérante a introduit, auprès de l'administration communale d'Herstal, une demande d'attestation d'enregistrement en tant que conjointe de M. [M.F.], ressortissant roumain autorisé au séjour en qualité de travailleur indépendant. Le 9 juin 2010, le droit au séjour lui a été reconnu et la requérante a été mise en possession d'une attestation d'enregistrement.

1.4. En date du 13 avril 2012, la partie défenderesse a pris, à l'égard de la requérante et de ses deux enfants, une décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, notifiée à celle-ci le 23 avril 2012.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« En exécution de l'article 42ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et de l'article 54 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est mis fin au séjour de Nom : [M.G.] (...).

Il lui est, également, donné l'ordre de quitter le territoire dans les 30 jours, accompagnée de ses enfants, [M.C.] (...) et [M.F.] (...).

MOTIF DE LA DECISION :

En date du 08.06.2010, l'intéressée a introduit une demande d'attestation d'enregistrement en tant que conjointe de Mr [M.F.], de nationalité roumaine. Elle a donc été mise en possession d'une attestation d'enregistrement en date du 09.06.2010.

Or, en date du 13.04.2012, il a été décidé de mettre fin au séjour de son époux.

Elle-même n'a pas demandé ou obtenu un droit de séjour non dépendant et fait toujours partie du ménage de son mari. Le fait que celui-ci bénéficie, depuis le 15.11.2010, du revenu d'intégration sociale au taux chef de famille démontre qu'elle n'a elle-même pas d'activité professionnelle en Belgique et qu'elle ne dispose pas de ressources suffisantes au sens de l'article 40, §4, alinéa 2 de la loi du 15.12.1980.

Sa situation personnelle, ainsi que celle de ses enfants, ne font apparaître aucun besoin spécifique de protection en raison de leur âge ou de leur état de santé. La durée limitée de leur séjour ne permet pas de parler d'intégration.

Dès lors, en vertu de l'article 42 ter, §1^{er} alinéa 1, 1^o et alinéa 3 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est également mis fin au séjour de l'intéressée et de ses deux enfants ».

2. Exposé du moyen d'annulation

La requérante prend un moyen unique « De l'erreur manifeste d'appréciation et de la violation des articles 9 et 62 de la loi du 15/12/1980 et des articles 2 et 3 de la loi du 29/07/1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de la violation de l'article 42 bis de la loi du 15/12/1980 et de l'article 8 de la CEDH (*sic*), du principe de proportionnalité, de bonne administration, du principe imposant à la partie adverse d'examiner avec sérieux l'ensemble des éléments qui lui sont soumis ».

Après avoir rappelé le contenu de l'obligation de motivation formelle qui incombe à la partie défenderesse, la requérante soutient que « en l'espèce, la motivation de la décision attaquée ne rencontre pas ces exigences ; Qu'en effet, la décision critiquée met fin [à son] séjour (...) sur base de l'article 42 bis de la loi du 15/12/1980 estimant :

- Qu'elle fait partie du ménage de son époux qui bénéficie du revenu d'intégration sociale et ne respecte plus les conditions au séjour d'un travailleur indépendant
- Elle n'a pas elle-même d'activité professionnelle et ne dispose pas de ressources suffisantes au sens de l'article 40, § 4, alinéa 2 de la loi du 15/12/1980
- Sa situation personnelle, ainsi que celle de ses enfants, ne font apparaître aucun besoin spécifique de protection en raison de leur âge ou de leur santé. La durée limitée de leur séjour ne permet pas de parler d'intégration. Or, justement, [elle] dépose la preuve :
 - de ce qu'elle a ainsi que son époux des sérieux problèmes de santé qui les empêchent de travailler
 - Que ses deux enfants mineurs sont scolarisés en Belgique
 - Ils nécessitent donc en raison de leur état de santé et de l'âge de leurs enfants une protection sur base des articles 8 et 3 de la CEDH

- Que contrairement à ce qui est avancé par la partie adverse : 3 ans de résidence en Belgique permettent de parler d'ancrage local et d'intégration ».

La requérante avance qu'« il en résulte, que la décision critiquée, telle qu'elle a [lui] été notifiée (...), n'est pas adéquatement motivée en ce qu'elle estime que *"sa situation personnelle, ainsi que celle de ses enfants, ne font apparaître aucun besoin spécifique de protection en raison de leur âge ou de leur santé. La durée limitée de leur séjour ne permet pas de parler d'intégration"* ».

La requérante, se référant à deux arrêts du Conseil de céans, soutient ensuite que « Par ailleurs, la partie adverse a fait application automatique de l'article 42 bis en violation des obligations lui incombant au regard de l'article 8 de la CEDH (...). La décision critiquée est insuffisamment motivée au regard des éléments de [sa] vie familiale (...) bien connue par la partie adverse (...) ; En effet, [elle] a investi le temps passé en Belgique pour créer une vie familiale et sociale en Belgique. La partie adverse a manqué à son obligation de motivation en s'abstenant d'analyser, sur base de ses éléments, si son éloignement allait lui causer une atteinte ou pas à l'article 8 de la CEDH ; Il incombait à la partie adverse d'indiquer dans sa décision les motifs et les raisons qui l'ont décidé (*sic*) à mettre fin à son droit au séjour sans examen de son cas particulier au regard de l'article 8 de la CEDH ; En omettant de motiver sur la violation ou non de l'article 8 de la CEDH, l'acte attaqué porte atteinte aux principes de bonne administration et de sécurité juridique et donne aux faits de l'espèce une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation ».

Enfin, la requérante expose que « le principe de bonne administration aurait dû conduire la partie adverse à [l']inviter (...) à lui remettre tout document susceptible d'influencer sa décision et notamment à s'expliquer sur son état de santé et sur la scolarité de ses enfants plutôt que de lui ordonner de quitter le territoire sans examen sérieux de sa situation dans sa globalité ; Qu'il convient donc d'annuler la décision litigieuse ».

3. Discussion

A titre liminaire, sur le moyen unique, le Conseil rappelle que l'exposé d'un « moyen de droit » requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

En l'occurrence, le Conseil constate que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation du principe de bonne administration, dès lors que la requérante ne précise pas de quel principe de bonne administration elle entend se prévaloir (cf. C.E., arrêt n° 111.075 du 7 octobre 2002). Le Conseil rappelle en effet que le principe général de bonne administration n'a pas de contenu précis et ne peut donc, à défaut d'indication plus circonstanciée, fonder l'annulation d'un acte administratif (cf. C.E., arrêt n° 188.251 du 27 novembre 2008).

De même, le Conseil observe que la requérante s'abstient dans son moyen d'expliquer de quelle manière l'acte attaqué violerait l'article 9 de la loi. Il en résulte que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de cette disposition.

3.1. Sur le reste du moyen unique, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 42^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1, 1^o, de la loi, il peut être mis fin au droit de séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union, qui sont eux-mêmes ressortissants de l'Union, lorsqu'il est mis fin au droit de séjour du citoyen européen qu'ils ont accompagné ou rejoint, et ce durant les trois premières années suivant la reconnaissance de leur droit au séjour.

En l'espèce, le Conseil relève que la décision prise à l'encontre de la requérante est fondée sur la constatation qu'il a été mis fin au séjour de son époux et que la requérante n'a pas sollicité ni obtenu un droit de séjour indépendant du séjour de ce dernier, que ce soit en tant que travailleur salariée ou non salariée ou en tant que ressortissante européenne disposant de ressources suffisantes.

Le Conseil observe que ces constats se vérifient à l'examen du dossier administratif et que la décision attaquée est suffisamment et valablement motivée à cet égard.

En termes de requête, la requérante affirme que son inactivité sur le marché du travail s'explique par ses problèmes de santé, et elle invoque également sa présence en Belgique depuis trois ans ainsi que la scolarité et l'âge de ses enfants, circonstances que la partie défenderesse aurait dû, selon elle, prendre en considération dans la décision attaquée. Cependant, le Conseil constate, à l'examen des

pièces du dossier administratif, que la requérante n'a jamais auparavant informé la partie défenderesse de ses problèmes médicaux, ni produit le moindre élément afin d'attester de son intégration ou de celle de ses enfants. Les certificats médicaux et les attestations de fréquentation scolaire, annexés à la requête, sont ainsi produits pour la première fois. Or, le Conseil rappelle, d'une part, que c'est au demandeur qui se prévaut d'une situation - en l'occurrence, le fait de pouvoir continuer à bénéficier du droit de séjour en qualité de citoyen de l'Union ou de membre de la famille d'un citoyen de l'Union - qu'il incombe d'informer l'administration compétente de tout élément susceptible d'avoir une influence sur cette situation, et d'autre part, que les éléments qui n'avaient pas été invoqués par la requérante en temps utile, c'est-à-dire avant que l'autorité administrative ne prenne sa décision, ne sauraient être pris en compte pour apprécier la légalité de l'acte attaqué, dès lors qu'il y a lieu, pour l'exercice de ce contrôle, de se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris (cf. en ce sens, notamment : C.E., arrêt n° 110.548 du 23 septembre 2002). Partant, le Conseil ne peut avoir égard à ces différentes pièces et explications.

Quant à l'affirmation suivant laquelle la requérante et sa famille « nécessitent donc (...) une protection sur base [de l'article] 3 de la CEDH », force est de constater que cette affirmation n'est étayée d'aucune preuve concrète et relève dès lors de la simple allégation, ce qui ne saurait suffire à démontrer une violation de la disposition visée.

La requérante avance également que « contrairement à ce qui est avancé par la partie [défenderesse] : 3 ans de résidence en Belgique permettent de parler d'ancrage local et d'intégration ». Force est de constater que la requérante invite ainsi le Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse. Or, le Conseil rappelle qu'il est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et qu'à ce titre, il ne lui appartient nullement de substituer, dans le cadre de l'examen du recours, son appréciation à celle de l'administration.

S'agissant ensuite de la violation alléguée de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, le Conseil constate que contrairement à ce qui est soutenu en termes de requête, il ressort de la lecture de la décision attaquée que la partie défenderesse s'est préoccupée d'assurer l'équilibre entre le but visé par l'acte attaqué et la gravité de l'atteinte portée à la vie familiale de la requérante au regard de sa situation familiale existante, dès lors que la partie défenderesse a mentionné que « [la] situation personnelle [de la requérante], ainsi que celle de ses enfants, ne font apparaître aucun besoin spécifique de protection en raison de leur âge ou de leur état de santé. La durée limitée de leur séjour ne permet pas de parler d'intégration ».

En tout état de cause, le Conseil relève que la décision attaquée s'adresse également aux enfants de la requérante, et que la partie défenderesse a aussi délivré une décision mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire à l'époux de la requérante, M. [M.F.]. Le recours introduit auprès du Conseil par ce dernier à l'encontre de ladite décision a été rejeté par un arrêt n° 90 285 du 25 octobre 2012.

Partant, force est de constater que la décision attaquée n'implique nullement une rupture de la vie familiale de la requérante et de ses proches, celle-ci n'invoquant au demeurant aucun obstacle à la poursuite de sa vie familiale ailleurs qu'en Belgique. Partant, aucune violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme n'est établie.

Enfin, la requérante soutient encore que « le principe de bonne administration aurait dû conduire la partie adverse à [l']inviter (...) à lui remettre tout document susceptible d'influencer sa décision et notamment à s'expliquer sur son état de santé et sur la scolarité de ses enfants ». Le Conseil rappelle qu'il n'appartient pas à la partie défenderesse d'interpeller *ex nihilo* la requérante avant de prendre sa décision (cf. dans le même sens : CCE, arrêt n° 44 129 du 28 mai 2010 et, dans la même affaire, CE, arrêt n° 210.646 du 24 janvier 2011), et qu'aucune violation de l'obligation de motivation ne peut lui être reprochée lorsque, comme en l'espèce, la requérante s'est abstenue de faire valoir en temps utile les raisons pour lesquelles elle estime réunir les conditions prévues à l'article 40, § 4, ou 40bis, § 2, de la loi pour bénéficier d'un droit de séjour. L'argument de la requérante à cet égard manque par conséquent de pertinence.

3.2. Partant, le moyen unique n'est nullement fondé et ne peut justifier l'annulation de la décision attaquée.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq octobre deux mille douze par :

Mme V. DELAHAUT,	président f. f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

V. DELAHAUT